



La reprise n'efface pas les conséquences de la crise

Dans les économies avancées, le climat des affaires s'améliore depuis plusieurs mois et atteint aujourd'hui des niveaux élevés, avec une croissance du PIB estimée à + 2,5 % sur 2010. La robustesse de la consommation des ménages, la reprise du commerce international et la vigueur de la demande dans les économies émergentes ont soutenu la croissance mondiale. L'économie française s'inscrit dans ce mouvement de reprise, avec une croissance de + 1,5 % du PIB. La production de biens et services a rebondi, marquant un coût d'arrêt à la récession exceptionnelle enregistrée en 2008-2009. La reprise économique est cependant loin d'avoir effacé la chute de la production pendant la crise et l'investissement reste en retrait. Si l'emploi marchand a redémarré, les créations nettes de postes en 2010 n'atteignent pas la moitié des destructions nettes enregistrées en 2009. La France métropolitaine compte 2,6 millions de chômeurs au quatrième trimestre 2010.

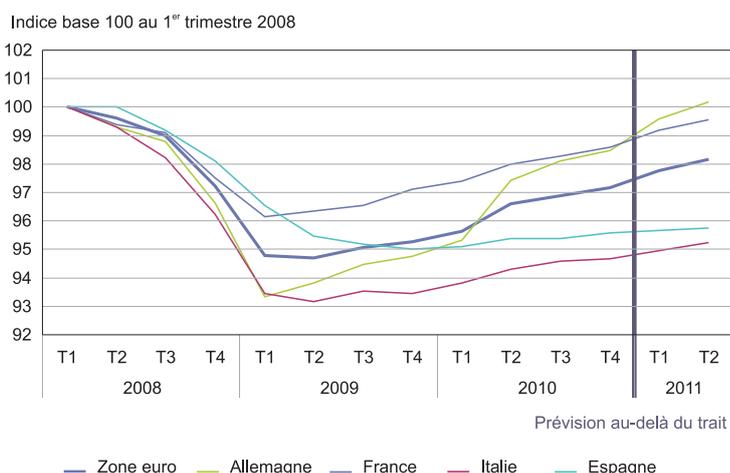
Une reprise mondiale solide mais contrastée au sein des économies avancées

La crise économique mondiale qui a sévi fin 2008 et début 2009 a été d'une ampleur historique, sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. Initiée par l'effondrement des « subprimes » et du marché immobilier américain en 2007, elle s'est d'abord manifestée sous la forme d'une crise bancaire et financière, par le biais du mécanisme de titrisation des crédits immobiliers. L'année 2008 aura vu la crise contaminer progressivement l'ensemble de l'économie réelle, depuis les secteurs industriels jusqu'aux activités de services, sous la forme d'un ralentissement de l'investissement et de la consommation. La France a ainsi fait face à un effondrement de l'activité économique : - 1,5 % au quatrième trimestre 2008 et - 1,4 % au premier trimestre 2009. L'hexagone a toutefois été moins exposé que ses voisins, comme l'Allemagne, l'Angleterre ou l'Espagne. Sur l'ensemble de la zone euro, la chute du PIB atteint respectivement - 1,9 % et - 2,5 % au quatrième trimestre 2008 et premier trimestre 2009.

Sur l'année 2010, les économies avancées ont, pour la plupart, enregistré un rebond de l'activité, dont l'ampleur a pu être contrastée : limitée à 1,5 % en France, 1,2 % en Italie et 1,3 % au Royaume-Uni, elle atteint 2,9 % aux États-Unis, 3,5 % en Allemagne, 4,0 % au Japon, mais reste négative en Espagne à - 0,1 %.

Après une lente convalescence sur l'année 2009, l'économie mondiale a connu une reprise solide en 2010, portée par les politiques accommodantes des banques centrales, des taux d'intérêts à des niveaux historiquement bas et par le rebond de la demande des pays émergents. Le commerce mondial a été un élément moteur, bénéficiant en particulier à l'Allemagne, au Japon et aux États-Unis, sauf en fin d'année où les échanges commerciaux des pays avancés ont calé, dans le sillage d'un repli des importations américaines. Ainsi, l'activité des économies avancées a rebondi vivement en début d'année 2010 (+ 0,8 % et + 0,7 % sur les deux premiers trimestres), avant de connaître une croissance plus modeste en fin d'année (+ 0,6 % et + 0,4 % sur les deux derniers trimestres). La France a suivi une trajectoire plus linéaire, avec des hausses du PIB respectivement de + 0,3 %, + 0,6 %, + 0,2 % et + 0,4 %.

Évolutions divergentes en zone euro



Note : PIB en volume, base 100 au premier trimestre 2008.
Source : instituts statistiques nationaux, prévision Insee.

Sur l'ensemble de l'année, la croissance atteint + 2,5 % pour les pays avancés et + 1,5 % pour l'économie française. En dépit d'un dynamisme encourageant, la reprise de l'activité n'a pu effacer le recul enregistré en 2009 (respectivement - 3,8 % et - 2,5 %). Des divergences apparaissent en outre au sein des pays avancés, et notamment au sein de la zone euro. L'Allemagne a été la locomotive européenne et a enregistré un redressement soutenu de son activité, avec une hausse de + 3,5 % de son PIB sur l'année. À l'inverse, difficilement sortie de récession, l'économie espagnole a stagné (- 0,1 %), en raison du plan de consolidation budgétaire et d'un chômage toujours très élevé.

Pour assainir les finances publiques, les politiques budgétaires deviennent plus restrictives

La crise économique a nécessité un élan interventionniste dans l'ensemble des économies avancées. La régulation par les puissances publiques s'est tout d'abord traduite par une injection massive de liquidités des banques centrales et une baisse des taux pour permettre aux marchés interbancaires puis aux marchés financiers de se normaliser progressivement. Ont ensuite été mis en œuvre les plans de relance des gouvernements, en vue de redynamiser la consommation et l'investissement. Mais la récession a mécaniquement diminué les recettes fiscales et augmenté les dépenses sociales, en particulier les dépenses d'indemnisation du chômage. Ainsi, dans la zone euro, le déficit public est passé de 2 % du PIB en 2008 à 6,3 % du PIB en 2010. En France, le déficit a oscillé, en 2009 comme en 2010, autour de - 7 % du PIB, portant la dette publique au sens de Maastricht à près de 81,7 % du PIB.

Pour ramener leurs finances publiques sur une trajectoire soutenable, la plupart des pays européens ont décidé de mettre en œuvre, à partir de 2011, des plans de consolidation budgétaire. C'est le cas, dans la zone euro, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de l'Espagne comme des Pays-Bas. Le Royaume-Uni a également planifié sur les prochaines années un effort budgétaire important. Par ailleurs, certains pays

de la zone euro ont été confrontés en 2010 à une crise de leur dette souveraine : les difficultés de financement qu'ils ont alors rencontrées ont pu accélérer leurs efforts d'assainissement. Ainsi la Grèce, l'Irlande, et le Portugal suivent en 2011 une politique budgétaire particulièrement restrictive. La mise en œuvre des plans de consolidation budgétaire constituera un enjeu majeur pour l'année 2011, avec le double objectif de restaurer la solvabilité des états et de préserver la croissance économique.

Après la chute de 2009, l'investissement enregistre en 2010 un recul de faible ampleur

Au fil des trimestres, l'année 2010 aura enregistré une reprise progressive de l'investissement des établissements non financiers, portée par l'accélération des dépenses en service et la progression des dépenses en biens manufacturés. À l'inverse, les dépenses en construction ont encore nettement reculé. Cependant, cette baisse reflète en partie les facteurs exceptionnels qui ont pénalisé le secteur des travaux publics en fin d'année : difficultés d'approvisionnement en bitume liées au blocage des raffineries en octobre, mauvaises conditions climatiques en décembre.

Au total, sur l'ensemble de l'année 2010, l'investissement des établissements non financiers a encore baissé de 1,3 %, mais nettement moins fortement qu'en 2009 où le recul avait atteint 7,9 %. Le recul de l'investissement en construction (- 11,0 %) l'a emporté sur le redémarrage des investissements en produits manufacturés (+ 3,5 %) et en services (+ 1,2 %).

Après un point bas à 18,2 % au premier trimestre 2010, le taux d'investissement est remonté à 18,4 % fin 2010 - il reste cependant en retrait par rapport à la situation d'avant-crise, où il côtoyait le seuil symbolique des 20 % -.

Redressement continu de la production de biens et services

Sur 2010, la production de l'ensemble des biens et services a rebondi avec une croissance annuelle de + 1,9 %, marquant un coût d'arrêt à la récession exceptionnelle enregistrée en 2008-2009. La reprise économique est cependant loin d'avoir effacé la chute de la production, qui avait atteint 3,7 % sur l'année 2009.



La production manufacturière s'est redressée en 2010 et notamment en fin d'année, avec une croissance de +0,4 % au quatrième trimestre. La production a fortement accéléré dans l'industrie automobile. Ce secteur a en effet bénéficié d'une forte progression des commandes avant l'arrêt du dispositif de prime à la casse fin 2010. L'activité a cessé de se replier dans le secteur des biens intermédiaires¹. En revanche, la production a sensiblement diminué au second semestre 2010 dans les secteurs des biens d'équipement² et des biens de consommation³. Au final, la production manufacturière enregistre une croissance de +4,7 % en 2010, effaçant une partie seulement de la chute de production estimée à 11,8 % sur l'année 2009.

La production dans le secteur de la construction s'est de nouveau repliée en 2010, et la situation ne s'est guère améliorée en fin d'année. Le quatrième trimestre 2010 a enregistré une baisse de -0,8 %, après -0,5 % au troisième trimestre. Le prolongement de la contraction au second semestre est principalement imputable au net repli de l'activité dans les travaux publics, fortement affectés par les mauvaises conditions météorologiques. Au total, le recul de l'activité atteint -5,0 % en 2010, soit une contraction d'ampleur similaire à celle enregistrée en 2009.

L'activité des services marchands (services immobiliers, aux entreprises et aux particuliers, y compris intérim) a repris en 2010 et a même connu une accélération au second semestre (+0,4 % au troisième trimestre, +0,6 % au quatrième trimestre). Cette accélération est imputable au secteur des services aux entreprises (respectivement +0,5 % et +0,9 % aux troisième et quatrième trimestres 2010) et plus particulièrement aux activités de conseil et d'assistance. Dans le secteur des activités immobilières, l'activité a progressé à un rythme

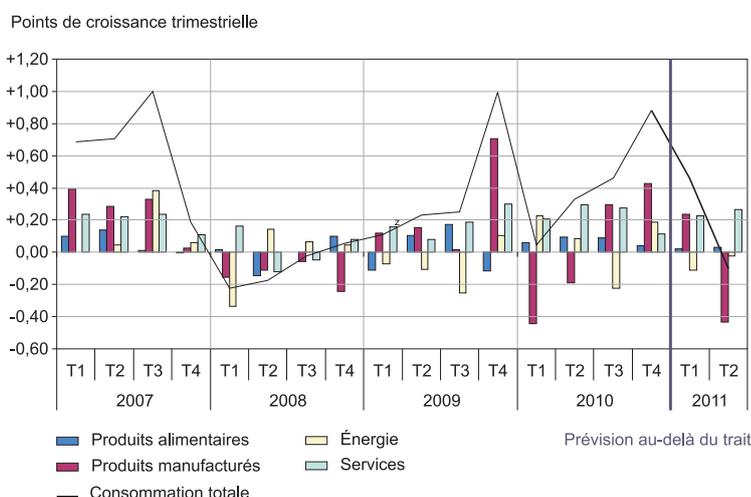
modéré, tandis que l'activité dans les services aux particuliers a connu une évolution plus réservée, avec une stagnation en fin d'année. Globalement, l'activité des services marchands s'inscrit en progression de +2,3 % en 2010.

L'activité commerciale a été dynamique pendant le second semestre 2010 (+0,7 % au troisième trimestre, +0,5 % au quatrième trimestre), après un début d'année plus hésitant. Dans le commerce de gros, le climat conjoncturel est resté favorable tout au long du deuxième semestre 2010. Parallèlement, selon les entrepreneurs du commerce de détail et du commerce et de la réparation automobiles, la croissance de l'activité s'est stabilisée à un niveau assez élevé fin 2010, en particulier dans le commerce automobile. La croissance de l'activité commerciale atteint +1,7 % en 2010.

La consommation est restée dynamique, en dépit d'un pouvoir d'achat stable

Au quatrième trimestre 2010, la consommation des ménages a été très dynamique (+0,9 % après +0,5 %, clôturant une année en accélération (+1,7 % en 2010 après +0,6 % en 2009)). Les achats d'automobiles ont fortement accéléré fin 2010, avant la fin programmée au 31 décembre 2010 du dispositif de prime à la casse. Par contre, la consommation devrait ralentir au premier semestre 2011,

Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee.

¹ Les industries des biens intermédiaires recouvrent des activités qui produisent des biens le plus souvent destinés à être réincorporés dans d'autres biens ou qui sont détruits par leur utilisation pour produire d'autres biens (produits minéraux ; textile ; bois et le papier ; chimie ; le caoutchouc et les plastiques ; métallurgie et la transformation des métaux ; composants électriques et électroniques).

² Les industries de biens d'équipement recouvrent des activités de production de biens durables servant principalement à produire d'autres biens (construction navale ; aéronautique et ferroviaire ; équipements mécaniques ; équipements électriques et électroniques).

³ Les industries de biens de consommation recouvrent des activités dont le débouché "naturel" est la consommation finale des ménages (habillement et cuir ; édition, imprimerie, reproduction ; pharmacie, parfumerie, entretien ; équipements du foyer).

suite à la suppression de cette même prime. Néanmoins, la consommation en produits d'électronique grand public resterait soutenue au premier trimestre par le passage au tout numérique de six nouvelles régions, dont l'Île-de-France.

En 2010, les revenus d'activité perçus par les ménages ont augmenté de 1,9 %, après s'être repliés de 0,5 % en 2009, sous l'effet de la crise. D'une part, la masse salariale reçue par les ménages a nettement accéléré, avec une croissance de +2,1 % après une stabilité en 2009, soutenue par la reprise de l'emploi salarié dans les secteurs marchands. D'autre part, l'Excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels a renoué avec la croissance en 2010 (+ 0,8 % après - 3,9 % en 2009).

À l'inverse, les prestations sociales ont ralenti en 2010 après une année 2009 d'une croissance exceptionnelle (+ 5,3 % en 2009, + 3,0 % en 2010). Des mesures de soutien prises dans le cadre du plan de relance en 2009 n'ont pas été reconduites, comme la prime de solidarité active et une prime aux bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire. En outre, les allocations de chômage ont amorcé une baisse. Enfin, les allocations familiales n'ont pas été revalorisées en janvier 2010.

Les prélèvements obligatoires versés par les ménages sont repartis à la hausse en 2010 (+ 2,5 % après - 1,8 % en 2009) : les impôts ont notamment rebondi, après les allègements ponctuels octroyés dans le cadre du plan de relance de 2009.

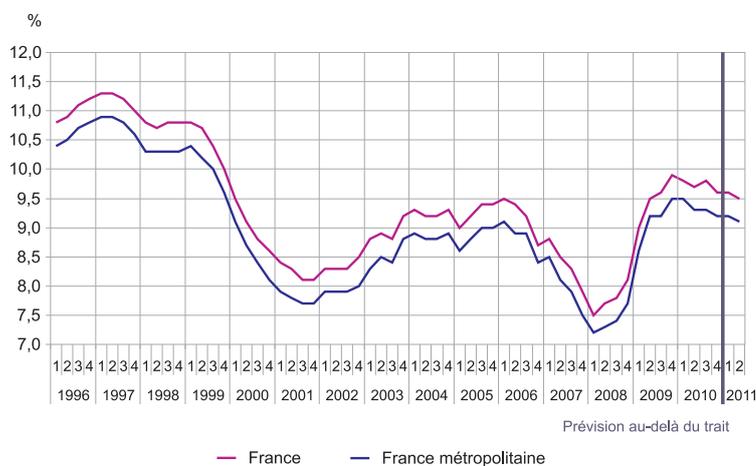
Ainsi, en 2010, le Revenu disponible brut¹ (RDB) nominal des ménages a accéléré sensiblement (+ 2,4 %), après une année 2009 atone (+ 1,1 %). Mais, contrairement à la période de crise, cette progression a été amoindrie par la hausse des prix à la consommation (+ 1,2 % après - 0,6 % en 2009). En outre, l'accroissement démographique et les effets de décohabitation minorent le gain de revenu. In fine, la progression du pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des évolutions démographiques, a été particulièrement modérée : elle est passée de + 0,8 % en 2009 à + 0,4 % en 2010.

L'emploi repart dans les services, le chômage amorce une lente décrue

L'emploi marchand a redémarré en 2010 (+ 125 000 postes) après de nombreuses pertes d'emplois en 2009 (- 330 000 postes). Depuis le début de la crise, l'évolution de l'emploi a été atypique. En effet, pendant la crise, l'ajustement de l'emploi à la baisse de l'activité a été moins fort qu'attendu. La reprise de l'emploi début 2010 a, quant à elle, été plus rapide qu'attendue. Cette bonne tenue, relative, de l'emploi devrait se poursuivre en 2011, avec une hausse potentielle de 78 000 postes au premier semestre.

Entre 2002 et 2008, l'emploi industriel a diminué d'environ 40 000 postes par semestre. Si elles se sont nettement accentuées pendant la récession, les pertes d'emploi dans l'industrie sont revenues début 2010 à un rythme proche de celui qui prévalait avant la crise (- 41 000 postes au premier semestre 2010). Elles ont même été moins nombreuses au second semestre (- 20 000), avec le redressement de l'activité industrielle. Au total, la baisse des effectifs a donc été nettement moins marquée en 2010 que l'année précédente : - 61 000 emplois, après - 172 000 en 2009. Si l'on prend en compte les créations de postes d'intérimaires industriels, le volume d'emplois utilisés dans l'industrie est même resté stable en 2010.

Taux de chômage trimestriel au sens du BIT



Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
 Note : moyennes trimestrielles en pourcentage de la population active, données CVS.
 France : France métropolitaine et Dom.
 Source : enquête Emploi (Insee).

¹ voir définition en encadré page suivante



Après une forte contraction en 2009 (– 46 000 emplois), l'emploi dans la construction a prolongé son recul au cours de l'année 2010 (– 10 000 postes). Cependant, les entrepreneurs du secteur interrogés dans les enquêtes de conjoncture anticipent une amélioration de la situation de l'emploi début 2011.

Sur l'année 2010, l'emploi dans le secteur tertiaire marchand a été très dynamique : 195 000 postes ont été créés dans ce secteur, dont 97 000 en intérim, après 115 000 destructions de postes en 2009. Le tertiaire marchand resterait créateur au premier semestre 2011, avec environ + 88 000 emplois.

En dépit d'un retour à la croissance, le taux de chômage en France métropolitaine, s'établit à 9,2 % de la population active au quatrième trimestre 2010, soit 2,6 millions de chômeurs. Après un pic à 9,5 %

fin 2009, il s'inscrit néanmoins en légère baisse sur l'année 2010. Les jeunes actifs de moins de 25 ans ont été particulièrement touchés par les difficultés rencontrées sur le marché du travail. Leur taux de chômage a atteint les 24 % à la fin 2009, et reste à la fin 2010 supérieur à 22 %. Sur le premier semestre 2011, le taux de chômage se stabiliserait, pour s'établir à 9,1 % de la population active en France métropolitaine.

Arnaud DEGORRE
Insee Nord-Pas-de-Calais

Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le RDB est un agrégat macroéconomique, égal à la somme des revenus d'activité, du patrimoine, des prestations sociales, à laquelle sont retirés les impôts et les prélèvements sociaux. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir compte de la croissance démographique, mais aussi des *économies d'échelle* au sein des ménages. En 2010, la croissance du nombre d'unités de consommation a été de + 0,8 % ; par comparaison, celle du nombre d'habitants est de + 0,5 %.

Pour en savoir plus :

- 📖 « Les chocs passent, l'activité résiste », Insee, Note de conjoncture, avril 2011.
- 📖 « Comptes nationaux trimestriels, quatrième trimestre 2010 (résultats détaillés) », Insee, Informations Rapides, n° 77, 25 mars 2011.
- 📖 <http://www.insee.fr> > Thèmes > rubrique conjoncture.